

et celui des États-Unis sur la question. Les deux gouvernements se préoccupent grandement des répercussions de ces découvertes. J'espère qu'on abordera ces questions lorsque le premier ministre rencontrera le président et aussi en d'autres occasions.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question supplémentaire sur ce sujet important pour notre pays? Le gouvernement canadien est-il disposé à discuter une politique pétrolière continentale? Lorsque le premier ministre rencontrera le président Nixon, songera-t-il à discuter de l'industrie pétrolière dans une nouvelle perspective? Je pose cette question parce que le ministre semble ignorer l'ampleur des récentes découvertes de pétrole.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je suis sûr que tous les aspects de la politique pétrolière seront discutés dans un proche avenir entre les deux gouvernements.

M. Woolliams: Une nouvelle question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement d'Alberta a-t-il proposé au ministre intéressé du gouvernement fédéral d'axer les négociations avec les États-Unis sur l'établissement d'une politique continentale du pétrole, visant à maintenir et même à accroître nos exportations, surtout au moment où notre marché du pétrole risque de se détériorer comme l'a fait notre marché du blé?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, c'est une question qui vaut un discours.

Une voix: Et un bon.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Sharp: Aucune proposition semblable ne m'a été faite, à titre de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je crois que la question devrait être posée au ministre intéressé quand il sera présent, demain.

M. Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant? Compte tenu des restrictions sévères que l'on a imposées sur toutes les exportations de pétrole aux États-Unis, le gouvernement va-t-il réexaminer notre politique en matière de pétrole et envisager la construction d'un pipe-line jusqu'à Montréal en guise de solution de rechange à une politique pancontinentale?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il faudrait réserver ce genre de questions pour le ministre responsable.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Jean-Est a la parole.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je ne puis poser ma question, puisque le ministre des Transports et le ministre des Pêcheries sont absents. Sans vouloir faire le malin ou le désinvolte, je dois dire que ma question était urgente vendredi, mais qu'apparemment on ne la considère pas comme urgente aujourd'hui.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—LE SENS DES COMMENTAIRES À CALGARY

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à titre de premier ministre suppléant. Les commentaires qu'il a faits récemment à Calgary au sujet de l'OTAN reflètent-ils le point de vue du gouvernement ou son opinion personnelle?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'envoyer une copie de mon discours à l'honorable député. Il y trouvera l'explication bien nette des circonstances dans lesquelles je l'ai prononcé.

M. Woolliams: Vous avouez avoir eu tort.

L'AIDE EXTÉRIEURE

LES TROUBLES À L'AMÉNAGEMENT NUCLÉAIRE CANADO-PAKISTANAIS

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Selon les nouvelles qui nous sont parvenues, des troubles ont éclaté au Pakistan au sujet d'entreprises pour lesquelles le Canada accorde de l'aide extérieure pour les mêmes raisons qui nous ont incités à envoyer des secours à l'Inde. Le ministre nous dirait-il si ces entreprises sont en danger et si les Canadiens qui y travaillent sont en sécurité? Peut-il nous dire aussi si d'autres difficultés sont prévues à l'égard de ces entreprises?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, par suite de l'agitation survenue sur les lieux de l'aménagement canado-pakistanaï d'une usine d'énergie nucléaire près de Karachi, et qui reflète le malaise général qui règne présentement un peu partout dans les régions orientales et occidentales du Pakistan, les travaux ont été suspendus. Des représentants de la Canadian General Electric ont été envoyés au Pakistan pour enquêter sur la situation et discuter avec les Pakistanais des arrangements qui permettraient la reprise des travaux. Les blessures subies par M. Pullen ne